

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

NUMERO SPECIAL

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

Matahiti 165
N° 67 - Numera Taae

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 17
no Novema 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Pages

Lois du pays

Loi du pays n° 2016-36 du 17 novembre 2016 portant modification de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics

4712

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

LOIS DU PAYS

LOI DU PAYS n° 2016-36 du 17 novembre 2016 portant modification de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics.

NOR : DBF1621040LP-4

L'assemblée de la Polynésie française a adopté ;

Vu l'attestation de non-recours du Conseil d'Etat formulée par courrier n° 1811 du 8 novembre 2016 ;

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du Pays dont la teneur suit :

Article LP 1er.— L'alinéa 1er de l'article 5 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée est rédigé ainsi qu'il suit :

“Les créations et transformations d'emplois ne peuvent résulter que de dispositions prévues par une délibération budgétaire. Toutefois, en fonction des attributions confiées aux services administratifs, des transferts d'emplois peuvent être effectués par arrêté du Président de la Polynésie française, sous réserve des compétences du président de l'assemblée et du président de l'Autorité polynésienne de la concurrence en ce domaine.”

Art. LP. 2.— Les alinéas 3 à 7 de l'article 11 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée sont remplacés par les dispositions suivantes :

“Il est présenté par mission et assorti d'une présentation par nature conformément aux deux nomenclatures adoptées par l'assemblée de la Polynésie française.

Il est présenté par chapitres et sous-chapitres conformément à la nomenclature par mission et par article conformément à la nomenclature par nature.

La nomenclature par nature comprend 8 classes (les classes 1 à 8) qui correspondent aux articles, chaque article indiquant la nature d'une opération.

La nomenclature par mission (classe 9) correspond aux chapitres, chaque chapitre équivalant à une mission qui groupe les opérations concourant à la réalisation d'une politique publique définie. Les sous-chapitres correspondent aux programmes et affichent le découpage des actions concourant à la réalisation d'une mission.

En tant que de besoin, le conseil des ministres peut préciser la nomenclature par nature en apportant des modifications ou des subdivisions à partir du 3e chiffre des comptes.

Les nomenclatures des comptes de la Polynésie française applicables à compter des opérations du budget 2007 sont arrêtées selon la liste jointe en annexe.”

Art. LP. 3.— Il est inséré, après l'article 14, un article 14-1 rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 14-1.— Autorisations budgétaires

Les chapitres, sous-chapitres et articles sont définis conformément aux nomenclatures des comptes adoptées par l'assemblée de la Polynésie française.

Toutefois, les chapitres sans réalisation et les lignes budgétaires font l'objet d'une définition spécifique indépendante des plans de comptes.

Les chapitres budgétaires sans réalisation sont des chapitres particuliers qui ne font pas l'objet d'émission de titres ou de mandats. Ils ne comportent pas d'articles.

Les lignes budgétaires ne constituent pas des chapitres budgétaires et ne peuvent donc pas faire l'objet de virement, ni d'émission de titres et de mandats. En revanche, elles participent à l'équilibre du budget.

Un arrêté pris en conseil des ministres précise le fonctionnement de ces chapitres et lignes budgétaires.”

Art. LP. 4.— Il est inséré, après l'article 14-1, un article 14-2 rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 14-2.— Dépenses imprévues

L'assemblée de la Polynésie française peut porter au budget tant en section d'investissement qu'en section de fonctionnement un crédit pour dépenses imprévues.

Les dépenses inscrites à la section d'investissement en application de l'alinéa précédent ne peuvent être financées par l'emprunt.

Le crédit pour dépenses imprévues est employé par le conseil des ministres pour abonder par virement de chapitre à chapitre les postes budgétaires où sont imputées les dépenses :

- en cas de catastrophe naturelle en Polynésie française, constater par le conseil des ministres ou ;
- pour venir en aide aux populations touchées par une catastrophe naturelle hors du territoire de la Polynésie française.

Le conseil des ministres rend compte à l'assemblée de la Polynésie française de l'emploi de ce crédit lors du vote du compte administratif de l'année de réalisation des dépenses. Les dépenses réalisées font l'objet d'un document annexé au compte administratif concerné.

Ce crédit ne peut être employé que pour faire face à des dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite au budget.

Le présent article ne s'applique pas à l'assemblée de la Polynésie française, au Conseil économique, social et culturel et à l'Autorité polynésienne de la concurrence.”

Art. LP. 5.— L'article 32 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée est modifié ainsi qu'il suit :

I - Au 3°, les mots “diverses et” sont abrogés ;

II - Le “7°” est renuméroté “8°” ;

III - Il est ajouté, après le 6°, un 7° rédigé ainsi qu'il suit : “7° D'un tableau général relatif à l'Autorité polynésienne de la concurrence présentant, par chapitre en recettes et en dépenses, tous les résultats définitifs de l'exercice passé ;”.

IV - Le dernier alinéa est rédigé ainsi qu'il suit : “Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux comptes administratifs de l'assemblée de la Polynésie française et du Conseil économique, social et culturel établis respectivement par les présidents de l'assemblée de la Polynésie française et du Conseil économique, social et culturel, sauf en ce qui concerne les développements mentionnés aux 4°, 5°, 6° et 7°. Elles ne s'appliquent pas à l'Autorité polynésienne de la concurrence.”

Art. LP. 6.— Les alinéas 2 à 6 de l'article 35 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée sont remplacés par les dispositions suivantes :

“L'admission en non-valeur est prononcée par le Président de la Polynésie française. Elle a pour finalité de faire disparaître des prises en charge comptables les créances irrécouvrables. Elle ne modifie pas les droits du créancier et ne fait donc pas obstacle à un recouvrement ultérieur, notamment dans l'hypothèse où le débiteur reviendrait à meilleure fortune. La demande d'admission en non-valeur est présentée par le comptable assignataire, dans les conditions fixées par arrêté pris en conseil des ministres.”

Art. LP. 7.— L'alinéa 1er de l'article 36 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée est rédigé ainsi qu'il suit :

“La Polynésie française peut apporter sa garantie aux emprunts contractés par les établissements publics de la Polynésie française et les organismes présentant un caractère d'intérêt général pour la Polynésie française dans des conditions et selon des critères définis par une loi du pays. La garantie d'emprunt est attribuée par arrêté pris en conseil des ministres.”

Art. LP. 8.— L'article 51 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée est rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 51.— Les catégories d'établissement public sont créées par lois du pays.

Les établissements publics de la Polynésie française sont créés et organisés par arrêté pris en conseil des ministres.”

Art. LP. 9.— A l'alinéa 4 de l'article 54 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, la phrase suivante est abrogée : “Il est transmis avec le procès-verbal de la séance au commissaire du gouvernement dans les 15 jours suivant le vote.”

Art. LP. 10.— Il est inséré, après l'article 59 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, un article 59-1 rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 59-1.— Le budget des établissements publics comporte en recettes et en dépenses les crédits nécessaires :

- à l'amortissement ;
- aux reprises annuelles des subventions d'équipement reçues et des fonds affectés à des immobilisations amortissables ;
- à la neutralisation des dotations aux amortissements.

Les organes délibérants de chaque établissement public fixent :

- les conditions dans lesquelles les immobilisations et les subventions versées sont amorties ;

- les dérogations à l'amortissement de certaines immobilisations ou subventions versées ;
- les conditions de reprise annuelle des subventions d'équipement reçues et des fonds affectés à des immobilisations amortissables ;
- les conditions de neutralisation des dotations aux amortissements."

Art. LP. 11.— Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 17 novembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique,
de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

Travaux préparatoires :

- Arrêté n° 1081 CM du 4 août 2016 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 2 septembre 2016 ;
- Rapport n° 127-2016 du 2 septembre 2016 de M. Antonio Perez et Mme Virginie Bruant, rapporteurs du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 29 septembre 2016 ; texte adopté n° 2016-29 LP/APF du 29 septembre 2016 ;
- Publication à titre d'information au JOPF n° 81 du 7 octobre 2016.